

Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX PROCES-VERBAUX DU CONSEIL COMMUNAL

08.06.18/A/018

SEANCE PUBLIQUE

Règlement communal relatif à  
l'octroi et au contrôle de l'emploi  
des subventions .-

18 A

Séance du 18 juin 2008.

-----  
*Présents* : MM. Demannez, Bourgmestre-Président; Jassin, Jabour, Mme Namli, MM. Azzouzi, Medhouné, Mmes Meulemans, Ardiçlik, Echevins; Mme Mouzou, MM. Smahi, Erkan, Moushsin, Clerckx, Mmes Desmet, Azmani Matar, Nyanga Lumbala, Ilunga Kabulu, MM. Özkonakci, Mohamad, Mmes Ben Abdelkader, Laaraj, Suisse, Conseillers communaux; M. Neve, Secrétaire communal.

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant du Collège :  
Saint-Josse-ten-Noode, le 8 avril 2008.

Mesdames, Messieurs,

Afin de nous conformer aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et à la circulaire de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 novembre 2006 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes, nous avons l'honneur de soumettre à votre vote, Mesdames, Messieurs, le règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions, tel que versé au présent dossier.

Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal,  
Patrick NEVE

Le Collège des  
Bourgmestre et Echevins,  
Jean DEMANNEZ

Après discussion et amendement, les conclusions de ce rapport sont adoptées à l'unanimité.  
En conséquence, le Conseil arrête le règlement ci-après :

COMMUNE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'OCTROI ET AU  
CONTROLE DE L'EMPLOI DES SUBVENTIONS

Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Arrête :

**Article 1.-** Toute personne ou organisme qui sollicite une subvention doit joindre à sa demande ses statuts. La demande devra détailler la hauteur et la finalité du subside sollicité. Lorsque la demande est égale ou supérieure à 1250 €, ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion sur sa situation financière ainsi qu'un rapport d'activité seront également joints.

Les dossiers sont instruits par le Collège échevinal qui soumettra la demande de subventionnement au vote du Conseil communal.

**Article 2.-** Les subventions communales sont octroyées aux conditions définies ci-après :

- **Subventions inférieures à 1250 € :**  
Conformément à l'article 9 de la loi du 14 novembre 1983 citée ci-dessus, cette dernière ne s'applique pas pour la présente catégorie sauf en ce qui concerne ses articles 3 et 7, 1° qui sont en tout cas d'application.  
Les dispositions prévues par le présent règlement lui sont également applicables.  
Ainsi la subvention est octroyée en vue de couvrir en tout ou en partie des frais quelconques supportés par l'organisme ou la personne bénéficiaire pour la réalisation de son objet statutaire lequel doit viser à la promotion d'activités utiles à l'intérêt général.  
Le Collège échevinal pourra, s'il l'estime nécessaire, solliciter en tout temps une justification de l'utilisation adéquate de la subvention.  
Le montant de la subvention est liquidé en une fois.

- **Subventions égales à 1250 € et inférieures à 12.500 € :**  
La subvention est octroyée en vue de couvrir en tout ou en partie des frais quelconques supportés par l'organisme ou la personne bénéficiaire pour la réalisation de son objet statutaire lequel doit viser à la promotion d'activités utiles à l'intérêt général.  
La subvention est liquidée en une fois.  
Le bénéficiaire est dispensé de présenter annuellement des justificatifs de l'utilisation adéquate de la subvention et de la production des bilan et comptes.  
Néanmoins, le Collège échevinal pourra, s'il l'estime nécessaire, solliciter en tout temps une justification de l'utilisation adéquate de la subvention.  
Par ailleurs, afin de vérifier que le bénéficiaire ne dégage de bénéfices grâce à la subvention octroyée, ce dernier présentera annuellement un dossier récapitulatif résumant les recettes et dépenses.

- Subventions égales à 12.500 € et inférieures à 25.000 € :

La subvention est octroyée en vue de couvrir en tout ou en partie des frais quelconques supportés par l'organisme ou la personne bénéficiaire pour la réalisation de son objet statutaire lequel doit viser à la promotion d'activités utiles à l'intérêt général.

La subvention est liquidée comme suit : une première tranche de 80 % est liquidée en une fois le solde - soit 20 % - est liquidé après remise et approbation des justificatifs des dépenses.

Le bénéficiaire déposera auprès du Collège les pièces justificatives de dépenses relatives à la subvention au plus tard le 31 mai de l'exercice qui suit celui pour lequel la subvention a été accordée.

Les justificatifs consisteront en des factures originales (ou certifiées conformes) de dépenses justifiées établies au nom du bénéficiaire datées, signées et acquittées. Les extraits de compte y relatifs sont également joints.

Les bénéficiaires sont exemptés de la production des bilans et comptes chaque année. Néanmoins, afin de vérifier que le bénéficiaire ne dégage de bénéfices grâce à la subvention octroyée, ce dernier présentera annuellement un dossier récapitulatif résumant les recettes et dépenses.

- Subventions égales ou supérieures à 25.000 € :

Pour la présente catégorie, la loi du 14 novembre 1983 citée ci-avant s'applique in extenso. La subvention est octroyée en vue de couvrir en tout ou en partie des frais quelconques supportés par l'organisme ou la personne bénéficiaire pour la réalisation de son objet statutaire lequel doit viser à la promotion d'activités utiles à l'intérêt général.

La subvention est liquidée comme suit :

  - Une première tranche de 80 % est liquidée mensuellement par douzièmes
  - Le solde 20% est liquidé après remise et approbation des justificatifs des 100 % de la subvention.

Le bénéficiaire déposera auprès du Collège au plus tard le 31 mai de chaque année ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière de l'exercice clos.

Par comptes et bilan, il faut entendre non seulement une relevé des opérations effectuées mais également un bilan en terme d'avoirs (trésorerie, valeur du patrimoine mobilier et immobilier), de dettes et de créances fondées sur toutes pièces justificatives comptables.

Ces documents seront communiqués au Conseil communal.

Article 3.- Quel que soit le montant de la subvention, le Collège a le droit de faire procéder sur place aux contrôles qu'il juge utile. Il pourra pour ce faire mandater un fonctionnaire, même à l'égard de bénéficiaires qui déposeraient d'une subvention indirecte, attribuée par une personne ou un organisme qui le tient directement de la Commune.

Article 4.- En cas de non respect des dispositions au présent règlement et notamment en matière de justification des dépenses, il sera procédé à l'interruption du paiement du subside de l'exercice en cours.

Article 5.- Les dispositions de l'article 7 de la loi du 14 novembre 1983, relatives aux conditions de restitution de tout ou partie d'une subvention, sont applicables quel que soit le montant de la subvention.

Article 6.- Le fait de l'inscription d'un crédit au budget communal n'entraîne pas de facto une obligation pour la Commune de liquider tout ou partie du crédit de subvention.

Article 7.- Pour autant que la demande de subvention entre dans le cadre général du présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à conditionner l'octroi d'une subvention au paiement d'un point précis de l'activité du bénéficiaire, et notamment pour le paiement exclusif de frais de personnel, d'un matériel précis ou pour le financement d'un appel à projet, etc.

Article 8.- Le Collège est chargé de l'exécution du présent règlement. Il vérifiera ainsi si toutes les conditions de liquidation de la subvention sont réunies.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :  
Saint-Josse-ten-Noode, le 24 juin 2008.

Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal,

Patrick NEVE

Le Collège des  
Bourgmestre & Echevins,

Jean DEMANNEZ



Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node

-----  
UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE GEMEENTERAAD

08.06.18/A/018

OPENBARE VERGADERING

Gemeentereglement betreffende de  
toekenning en de controle van de  
aanwending van de toelagen-

Zitting van 18 juni 2008.

18 B

Aanwezig : HH. Demannez, Burgemeester-Voorzitter; Jassin, Jabour, Mevr. Namli, HH. Azzouzi, Medhounne, Mevr. Meulemans, Ardiçlik, Schepenen; Mevr. Mouzon, HH. Smahi, Erkan, Moughssin, Clerckx, Mevr. Desmet, Azmani Matar, Nyanga Lumbala, Ilunga Kabulu, HH. Özkonakci, Mohammad, Mevr. Ben Abdelkader, Laaraj, Suisse, Gemeenteraadsleden; Dhr. Neve, Gemeentesecretaris.

Volgens de agenda dient volgend Collegeverslag onderzocht :

Sint-Joost-ten-Node, 8 april 2008

Geachte heer, Mevrouw,

Overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en de aanbevelingen van de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 november 2006 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van toelagen verleend door de gemeenten, hebben wij de eer u het gemeentereglement betreffende de toekenning en de controle van de aanwending van de toelagen, zoals bij dit dossier gevoegd, ter stemming voor te leggen.

Op bevel :

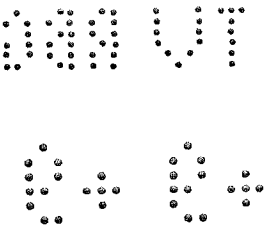
De Gemeentesecretaris,  
Patrick NEVE

Patrick NEVE

Het College van  
Burgemeester en Schepenen,  
Jean DEMANNEZ

Na bespreking en amendement, worden de besluiten van dit verslag, met éénparigheid van stemmen, goedgekeurd.

Bijgevolg keurt de Raad volgend reglement goed :



## GEMEENTE SINT-JOOST-TEN-NODE

### ..... GEMEENTEREGLEMENT BETREFFENDE DE TOEKENNING ..... EN DE CONTROLE VAN DE AANWENDING VAN DE TOELAGEN

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de  
aanwending van sommige toelagen;

Besluit :

Artikel 1.- Iedere persoon of instelling die een toelage aanvraagt, moet bij de aanvraag zijn statuten  
voegen. De aanvraag zal de hoogte en de finaliteit van de gewenste toelage in detail weergeven.  
Wanneer de aanvraag gelijk aan of hoger dan 1250 € is, zullen ook de balans en de rekeningen  
evenals een bestuursverslag over de financiële toestand en een activiteiten rapport toegevoegd  
worden.

De dossiers worden onderzocht door het Schepencollege, dat de subsidieaanvraag ter goedkeuring  
aan de Gemeenteraad zal voorleggen.

Artikel 2.- De subsidies zullen onder de volgende voorwaarden toegekend worden :

- Toelagen onder 1250 € :  
Overeenkomstig artikel 9 van de hierboven genoemde wet van 14 november 1983, is deze  
laatste niet van toepassing voor deze categorie, behalve wat betreft artikels 3 en 7,1°, die in  
elk geval van toepassing zijn.  
De door het huidige reglement voorziene bepalingen zijn hier ook van toepassing.  
Zo wordt de toelage toegekend om geheel of gedeeltelijk een of andere kost te dekken, die  
de instelling of de begunstigde persoon heeft, voor de realisatie van zijn statutair doel, dat de  
bevordering moet beogen van activiteiten die nuttig zijn voor het algemeen belang.  
Indien het dit noodzakelijk acht, zal het Schepencollege altijd een bewijs van het gepaste  
gebruik van de toelage mogen eisen.  
Het bedrag van de toelage zal in één keer gestort worden.

- Toelagen gelijk aan 1250 € en lager dan 12.500 € :  
De subsidiëring wordt toegekend om geheel of gedeeltelijk een of andere kost te dekken, die  
de instelling of de begunstigde persoon heeft, voor de realisatie van zijn statutair doel, dat  
de bevordering van activiteiten die nuttig zijn voor het algemeen belang moet beogen.

Het bedrag van de toelage zal in één keer gestort worden.

De begunstigde wordt vrijgesteld van het voorleggen van jaarlijks bewijsstukken voor het gepaste gebruik van de toelage en van zijn balans en rekeningen.

Indien het dit noodzakelijk acht, zal het Schepencollege nochtans altijd een rechtvaardiging van het gepaste gebruik van de toelage mogen eisen.

Om na te kijken of de begunstigde geen winst maakt dankzij de subsidiëring, zal deze laatste daarenboven jaarlijks een samenvattende bundel van de ontvangsten en uitgaven voorleggen.

- Toelagen gelijk aan 12.500 € en lager dan 25.000 € :

De subsidiëring wordt toegekeend om geheel of gedeeltelijk een of andere kost te dekken, die de instelling of de begunstigde persoon heeft voor de realisatie van zijn statutair doel, dat de bevordering van activiteiten die van nut zijn voor het algemeen belang moet beogen.

De subsidiëring zal gestort worden als volgt : een eerste schijf van 80 % wordt in één keer gestort en het saldo – hetzij 20 % - na overmaking en goedkeuring van de bewijsstukken voor 100 % van de toelage .

De begunstigde zal bij het College de bewijsstukken voor de uitgaven betreffende de toelage voorleggen ten laatste op 31 mei van het dienstjaar volgend op het dienstjaar waarvoor de toelage wordt toegekeend.

De bewijsstukken bestaan uit originele facturen (of voor waar en echt verklaarde) van gerechvaardigde uitgaven, opgesteld op naam van de begunstigde, gedateerd, ondertekend en voldaan.

De desbetreffende rekeningafschriften zullen ook toegevoegd worden.

De begunstigten worden vrijgesteld van het jaarlijks opstellen van een balans en rekeningen.

Om na te kijken dat de begunstigde geen winst maakt dankzij de subsidiëring, zal deze laatste jaarlijks een samenvattende bundel van de ontvangsten en uitgaven voorleggen.

- Toelagen gelijk aan of hoger dan 25.000 € :

Voor de huidige categorie, is de hierboven genoemde wet van 14 november 1983 volledig van toepassing.

De subsidiëring wordt toegekeend om geheel of gedeeltelijk een of andere kost te dekken, die de instelling of de begunstigde persoon heeft voor de realisatie van zijn statutair doel, dat de bevordering van activiteiten die nuttig zijn voor het algemeen belang moet beogen.

De toelage zal gestort worden als volgt : een eerste schijf van 80 % wordt maandelijks per twaalfden gestort en het saldo – hetzij 20 % - na overmaking en goedkeuring van de bewijsstukken voor de 100 % van de toelage.

De begunstigde zal aan het College elk jaar en ten laatste op 31 mei zijn balans en rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand van het afgesloten dienstjaar bezorgen.

Onder rekeningen en balans dient te worden verstaan niet alleen een lijst van de gedane verrichtingen maar ook een balans in termen van bezittingen (geldelijke middelen, waarde van het onroerend en roerend patrimonium), de schulden en schuldvorderingen, gebaseerd op boekhoudkundige bewijsstukken.

Deze documenten zullen ter informatie aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.

Artikel 3.- Ongeacht het bedrag van de toelage en als het dit nuttig acht, heeft het College het recht ter plaatse controles uit te voeren. Daarvoor zal het een ambtenaar volmacht mogen geven, zelfs wanneer de begunstigde een indirecte subsidiëring heeft ontvangen van een persoon of een instelling die het rechtstreeks via de Gemeente heeft ontvangen.

Artikel 4. In geval van niet-naleving van de bepalingen van het huidige reglement en o.a. inzake rechtvaardiging van de uitgaven, wordt de betaling van de toelage voor het lopende dienstjaar opgeschoft.

Artikel 5. De bepalingen van artikel 7 van de wet van 14 november 1983, betreffende de voorwaarden van teruggave van een totale toelage of van een gedeelte ervan, zijn van toepassing, ongeacht het bedrag van de toelage.

Artikel 6. De inschrijving van een bedrag in de gemeentebegroting geeft geen enkele verplichting voor de Gemeente om het totale bedrag of een gedeelte ervan te storten.

Artikel 7. Voor zover de aanvraag van een toelage binnen het algemeen kader van het huidige reglement past, mag het College van Burgemeester en Schepenen voor de toekenning van een toelage als voorwaarde stellen dat deze toelage geldt voor de betaling van een bepaalde activiteit van de begunstigde en meer bepaald uitsluitend voor de betaling van personeelskosten, van bepaald materiaal of voor de financiering van een oproep tot het indienen van projecten, etc.

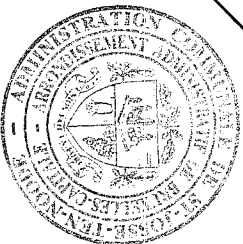
Artikel 8. Het College wordt met de uitvoering van het onderhavige reglement belast. Het zal dus nakijken of voldaan is aan alle voorwaarden voor de betaling van de toelage.

VOOR EENSLUIDEND VERKLAARD UITTREKSEL :

Sint-Joost-ten-Node, 24 juni 2008.

Op bevel :  
De Gemeentesecretaris,

Patrick NEVE



Het College van  
Burgemeester & Schepenen,

Jean DEMANNEZ